

Billet d'humeur de la semaine

Il y a urgence !

Depuis le début du mouvement qui agite l'hôpital public, nous sommes nombreux à revendiquer le fait que l'avenir du système de santé soit une des questions au cœur du débat politique de la présidentielle. Alors que certains souhaitent faire de l'immigration et de la sécurité leurs priorités, les préoccupations des Français sont le pouvoir d'achat et la dégradation de l'accès aux soins.

Depuis trop longtemps, la santé est restée une affaire de spécialistes avec des organisations de professionnels de santé, des médecins, souvent plus préoccupés par leurs actions de lobbying pour défendre des intérêts catégoriels qu'à répondre aux besoins de la population. Cette situation a permis aux politiques libérales de se développer avec trop peu de résistance, les gouvernements jouant à merveille des divisions pour s'attaquer au service public et à la solidarité, représentée par la Sécurité sociale.

La crise liée au coronavirus a été le révélateur de l'affaiblissement réel de notre système et a validé le diagnostic fait par tous ceux, professionnels et citoyens, qui luttent pour défendre, ici un service d'urgences, là un hôpital ; qui réclament la formation et l'embauche de personnels, des hausses de salaires, une régulation de l'installation des médecins, la fin des dépassements d'honoraires ; qui protestent contre l'augmentation des primes d'assurance-maladie complémentaire, etc. Certains ont senti le vent tourner et les tribunes diverses fleurissent dans les médias et sur les réseaux sociaux.

Nous pouvons nous en féliciter, mais quand on y regarde de plus près, il s'agit souvent de propositions de réformes axées sur des intérêts corporatistes, sans vision globale des besoins profonds. Toutes les réformes ne sont pas forcément des progrès. Il s'agit ici de venir sur le terrain politique, au sens noble du terme, c'est-à-dire celui des objectifs qui conditionnent les choix concernant la vie quotidienne des citoyens. Ce qu'il nous faut discuter, c'est de savoir si nous continuons à glisser vers un système marchand assis sur des assurances individuelles, ou si nous imposons une autre logique, si bien exprimée par le slogan que nous clamons haut et fort dans les manifestations : « La santé n'est pas une marchandise et l'hôpital n'est pas une entreprise ! »

Ce débat est trop important pour le laisser aux mains de ceux qui s'autoproclament « experts ». Il y a urgence à ce qu'un débat citoyen s'ouvre sur cette question.

Dr Christophe Prudhomme

Le 19 janvier 2022